

Objet :

En rejetant le budget du gouvernement de l'Italie souveraine, la Commission européenne confirme le caractère dictatorial de l'Union européenne et pose un jalon supplémentaire sur le chemin de l'explosion de l'euro.

Texte :

En invalidant le budget de l'Italie, élaboré par son gouvernement légitime et très majoritairement soutenu par son peuple, les fonctionnaires de la Commission européenne, qui n'ont été élus par personne, se comportent très exactement comme des « dictateurs ».

Rappelons en effet que, selon le *Trésor de la langue française*, une [dictature](#) est un régime politique dans lequel une personne ou un groupe de personnes exercent tous les pouvoirs de façon absolue, sans qu'aucune loi ou institution ne les limite. Tel est bien le cas des commissaires européens qui prétendent imposer au nouveau gouvernement italien de continuer à appliquer les choix budgétaires décidés par le gouvernement précédent, que le peuple italien a précisément révoqué par les urnes.

Devant cette situation inédite, quatre scénarios semblent désormais pouvoir survenir :

- **Une première possibilité serait que les deux vice-présidents du Conseil italiens, Matteo Salvini et Luigi Di Maio, se soumettent aux oukases de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne (BCE). Ce qui reviendrait à leur « tsiprasisation »,** en référence au Premier ministre grec Tsipras dit d'« ultra-gauche », avec lequel Mélenchon défilait volontiers, et qui a fini par accepter l'ensemble des desiderata de la « troika », notamment le bradage du patrimoine public grec ainsi que la paupérisation et la précarisation d'une large part de la population. Les toutes dernières déclarations de MM. Salvini et di Maio ne semblent pas devoir confirmer cette soumission.
- **Une deuxième possibilité serait que Matteo Salvini et Luigi Di Maio soient écartés du pouvoir du fait des menaces de la BCE d'assécher en liquidités le système financier et bancaire italien. Ce qui reviendrait à leur « berlusconisation »,** en référence à l'ancien Président du conseil italien, Berlusconi, écarté du pouvoir en novembre 2011 après avoir refusé l'ultimatum fixé par Jean-Claude Trichet et Mario Draghi dans leur [lettre d'août 2011](#). Par cette missive, les dirigeants respectivement sortant et entrant de la BCE prétendaient rien moins que fixer noir sur blanc la politique à suivre du gouvernement italien. Plusieurs officiels de la BCE ont [d'ores et déjà fait savoir](#) courant octobre 2018 qu'il n'y aurait plus d'ELA, c'est à dire que la BCE ne viendrait pas au secours des institutions financières italiennes manquant de liquidités si l'Italie persistait à s'opposer à la Commission européenne. Il reste que, pour véritablement couper le

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
système financier et bancaire italien de son approvisionnement en liquidité, il faudrait aussi, et principalement, le couper de son approvisionnement normal par les "refinancing operations", ce qui impliquerait de délistier le collatéral italien de la liste des collatéraux éligibles - y compris les titres de dette d'État : ce serait un choix délicat à justifier et plus encore porteur de risques financiers démesurés.

S'ils sont parfaitement possibles, ces deux premiers scénarios – la « tsiprasisation » et la « berlusconisation » – apparaissent néanmoins assez peu probables compte tenu :

- de la popularité écrasante de la coalition au pouvoir en Italie, troisième économie de la zone euro,
- de l'endettement colossal de la banque centrale italienne vis-à-vis des banques centrales des autres membres de la zone euro. Cet endettement donne, en effet, à Rome un pouvoir de négociation significatif, celui du débiteur.

Rappelons à ce propos que la banque centrale italienne devrait régler immédiatement environ 500 milliards d'euros, correspondant à son solde débiteur Target2, à ses consocérateurs de l'eurosystème (chiffre à fin 2016 ayant probablement augmenté depuis) si l'Italie sortait de l'euro, à quoi s'ajouterait 150 milliards d'euros, la contre-valeur des billets euro mis en circulation par la Banque d'Italie et qu'elle ne reconnaîtrait plus comme l'engageant, elle.

Ces sommes colossales, impayables par l'Italie et donc irrécouvrables pour ses créanciers, se traduiraient par une perte d'un montant correspondant chez les autres pays participant à l'euro. Cela représenterait 100 milliards d'euros de perte environ pour la Banque de France, donc pour les contribuables français, ainsi que l'UPR l'expliquait déjà [dans un article de janvier 2017](#).

François Asselineau est d'ailleurs le seul candidat à l'élection présidentielle française de 2017 à avoir expliqué aux électeurs la terrible épée de Damoclès financière que l'euro fait peser sur leur tête. Malheureusement, tout raisonnement montrant la catastrophe à venir de l'euro était, alors, immédiatement taxé de « complotisme » ou de « conspirationnisme » par la plupart des médias. Au même moment, Macron était, lui, encensé à la télévision, dans les magazines et à la radio, et bénéficiait de 28% du temps de parole pour égrener des slogans aussi vides de sens que « Pensez printemps les amis » ou « France is a startup nation ».

Deux autres scénarios apparaissent davantage plausibles et pourraient se superposer, avec des temporalités différentes :

- **Les autres pays européens pourraient demander à la Commission européenne de se montrer conciliante avec le gouvernement italien, apeurés par les conséquences financières dévastatrices d'une sortie de l'Italie de la zone euro. Cet expédient ne ferait gagner que quelques mois, en attendant la secousse suivante, et contribuerait à affaiblir un peu plus encore le droit européen.**
- Ce troisième scénario porterait en germe **le quatrième scénario, se développant sur une temporalité plus longue : la mise en place d'un processus de démantèlement subreptice de l'euro. Les risques financiers que font peser une sortie de l'euro de l'Italie sur les autres économies européennes sont devenus tels que certains esprits, principalement en Allemagne, ont commencé à réfléchir aux moyens de s'en prémunir.** L'UPR a déjà eu l'occasion d'apporter des informations précises sur ce que nous avons appelé [« la sortie furtive de l'euro »](#)